

Conseil de l'Europe

Assemblée parlementaire

<http://assembly.coe.int/Documents/WorkingDocs/doc04/FDOC10069.htm>

La contrefaçon : problèmes et solutions

Doc.
11 février 2004

10069

Rapport

Commission des questions économiques et du développement
Rapporteur : M. Bernard Schreiner, France, Groupe du Parti populaire européen

Pour débat à la Commission permanente – Voir article 15 du Règlement

Résumé

Les produits de contrefaçon – fabriqués en Europe ou en provenance d'autres parties du monde – se multiplient, ce qui occasionne des risques pour la santé et le bien-être des consommateurs, introduit des distorsions en matière de concurrence, nuit aux intérêts des producteurs légitimes et à leurs marques, sape l'emploi et ampute les recettes fiscales.

Le rapport préconise des politiques renforcées pour combattre la contrefaçon. Il s'agit notamment de mieux collecter des données sur le phénomène, d'améliorer les contrôles y compris douaniers, d'intensifier la communication avec les professionnels et le grand public et d'harmoniser la législation au niveau européen. Le rapport se félicite des textes législatifs communautaires récemment adoptés ou proposés en vue de renforcer la protection des droits de propriété intellectuelle face à la contrefaçon et aux produits piratés.

Le rapport fait par ailleurs valoir que certains produits de contrefaçon confisqués – vêtements ou chaussures, par exemple – pourraient, au lieu d'être détruits, faire l'objet de dons à des fins caritatives ou d'aide sociale. Cette utilisation exceptionnelle ne pourrait être autorisée que si ces produits répondent à des normes de sécurité minimales et après le retrait de tout signe distinctif.

Il convient de combattre la contrefaçon sur de nombreux fronts et dans toute l'Europe. Etant donné que les effets de la contrefaçon se font sentir dans la société tout entière, les réponses à ces problèmes devraient venir de tous les niveaux : organisations internationales et associations professionnelles, législateurs, industries, sociétés, forces de l'ordre et appareil judiciaire, collectivités régionales et consommateurs.

I. Projet de Recommandation [[Liens vers le texte adopté](#)]

1. L'Assemblée Parlementaire note avec préoccupation que les produits de contrefaçon sont en rapide augmentation en Europe – un phénomène qui met en danger la santé et le bien-être des consommateurs, érode les marchés pour les producteurs légitimes, porte atteinte à la réputation des marques, entraîne des distorsions dans la concurrence, pénalise l'emploi et réduit les recettes fiscales.

2. Il faut absolument s'attaquer à l'idée reçue selon laquelle la contrefaçon est une activité inoffensive. Les Etats membres du Conseil de l'Europe devraient améliorer le recueil des données sur les liens entre les produits de contrefaçon et les accidents ou décès, en particulier pour ce qui est des produits pharmaceutiques, des pièces de rechange, des jouets, des produits de soin corporel et appareils ménagers, les produits d'alimentation, les boissons alcoolisées et le tabac.

3. Il conviendrait d'élaborer des politiques en vue de mieux surveiller, contrôler et prévenir les risques que la contrefaçon entraîne pour la santé publique et le bien-être de tous, ainsi que des politiques de communication avec le grand public et les professionnels. Des réglementations spéciales sont également nécessaires pour contrôler la vente de médicaments et autres produits sensibles sur Internet.

4. L'Assemblée se félicite de l'adoption, en juillet 2003, par le Conseil des Ministres de l'Union européenne d'un Règlement visant à protéger les droits de la propriété intellectuelle face aux produits contrefaits et piratés entrant dans l'UE et espère que ce texte pourra bientôt être complété par une directive proposée sur l'harmonisation des procédures dans les Etats membres en vue de combattre la contrefaçon et le piratage de produits circulant dans l'UE. A cet égard, l'Assemblée se félicite de l'application du nouveau règlement au sein de l'Union européenne élargie à partir de juillet 2004.

5. Afin d'être plus efficaces, les lois et mesures anti-contrefaçon devraient être harmonisées autant que possible sur tout le continent. Les droits de la propriété intellectuelle doivent être protégés, mais il se justifierait également d'utiliser les produits de contrefaçon confisqués à des fins sociales et caritatives. L'Assemblée soutient donc l'idée que l'on pourrait faire un autre usage de certains des produits contrefaits - tels que les chaussures et les vêtements - dans des circonstances exceptionnelles et sous certaines conditions garantissant la conformité de ces produits à des normes minimum de qualité et de sécurité (nationales ou européennes), et uniquement après le retrait de toute marque distinctive apposée sur ces produits. Ces produits pourraient être donnés à des orphelinats ou à des organisations humanitaires - chaque fois que c'est possible, par l'intermédiaire des légitimes propriétaires des marques copiées - au lieu d'être systématiquement détruits comme c'est le cas actuellement dans de nombreux pays – ce qui serait une utilisation conforme à l'obligation morale des pays d'aider leurs citoyens les plus vulnérables lorsque ceux-ci ne peuvent pas avoir des conditions de vie adéquates par d'autres moyens.

6. En conclusion, l'Assemblée recommande que le Comité des Ministres demande aux Etats membres du Conseil de l'Europe :

i. de durcir encore les lois et mesures nationales anti-contrefaçon et de chercher à les harmoniser au niveau européen en s'inspirant de la législation de l'Union européenne ;

ii. de confier aux autorités compétentes la collecte de données statistiques sur les liens entre les produits de contrefaçon et les accidents ou décès dans le public, en particulier pour les groupes de produits énumérés au paragraphe 2 ci-dessus ;

iii. d'élaborer des politiques pour mieux surveiller, contrôler et prévenir les risques que les produits de contrefaçon représentent pour la santé publique ;

iv. d'améliorer la communication avec les consommateurs en les alertant sur les risques que posent les produits de contrefaçon et en leur indiquant des moyens d'identifier ces produits ;

v. d'encourager les professionnels à mettre davantage en commun leurs informations sur les problèmes liés à la contrefaçon et à renforcer les mesures concrètes anti-contrefaçon, notamment les numéros d'appel spéciaux pour les consommateurs et de meilleurs systèmes de gestion de données ;

vi. d'élaborer des réglementations spéciales pour surveiller la vente de médicaments et d'autres produits sensibles sur Internet ;

vii. d'envisager de permettre l'utilisation exceptionnelle de certains produits de contrefaçon à des fins sociales dans l'esprit des suggestions proposées au paragraphe 6 ;

viii. d'impliquer plus activement les acteurs locaux, groupements interprofessionnels et associations de consommateurs dans la lutte anti-contrefaçon au niveau national, en particulier grâce à des campagnes d'information ;

ix. de donner aux agents des douanes une formation appropriée sur les moyens et les politiques visant à détecter des produits de contrefaçon ;

7. L'Assemblée recommande également que le Comité des Ministres invite l'Union européenne à étudier la possibilité de faire une autre utilisation de certains produits de contrefaçon à des fins sociales et charitables, dans des circonstances exceptionnelles et sous certaines conditions, comme évoqué au paragraphe 5 ci-dessus, en adaptant en tant que de besoin la législation communautaire en vigueur ou prévue.

II. Exposé des motifs par M. Schreiner, Rapporteur

Table des matières

1. INTRODUCTION

2. CONTEXTE

2.1 La contrefaçon : nature et victimes potentielles du phénomène

2.2 La portée du phénomène : faits, chiffres et tendances

- 2.3 La protection du consommateur
2.4 Les faux-monnayeurs et l'euro

3. QUE POUVONS-NOUS FAIRE CONTRE LA CONTREFAÇON ?

- 3.1 Structures de coopération internationales
3.2 Rôle des sociétés et des entreprises
3.3 Au-delà de l'UE
3.4 Donner aux pouvoirs locaux les moyens d'agir
3.5 Eduquer le consommateur

4. CONCLUSIONS

1. INTRODUCTION

1. En février 2002, M. Gilbert Mitterrand et plusieurs de ses collègues de l'Assemblée Parlementaire ont présenté une proposition de recommandation (**Doc. 9365**) sur la question de la contrefaçon. Après avoir évoqué les formes que peut prendre ce phénomène et les sanctions possibles pour le combattre, la proposition suggère une manière originale de faire un usage différent de certains des produits contrefaits, par exemple les vêtements et les chaussures, en en faisant don à des orphelinats et à des organisations humanitaires internationales au lieu de les détruire systématiquement, comme cela se pratique à l'heure actuelle. Il conviendrait toutefois de changer pour cela la législation en vigueur dans bon nombre d'Etats membres du Conseil de l'Europe.

2. Cette proposition a été renvoyée à la Commission des questions économiques et du développement pour rapport à l'Assemblée. Le présent rapport entend donc faire le point de la situation en matière de contrefaçon. Il proposera des définitions, illustrera la dynamique des marchés de la contrefaçon et clarifiera les risques encourus par les consommateurs, ainsi que les conséquences de ce phénomène pour les sociétés et entreprises, les économies nationales, la législation et la société tout entière.

3. Pour ce faire, le Rapporteur s'appuiera sur des travaux antérieurs de la Commission des questions économiques et du développement concernant la criminalité économique[1] et utilisera des données provenant du Livre vert de la Commission européenne sur la lutte contre la contrefaçon et la piraterie dans le Marché intérieur, du Bureau de la Chambre de commerce internationale chargé de la lutte contre la contrefaçon, de l'Organisation mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), du *Anti-Counterfeiting Group*[2], de l'Organisation mondiale des Douanes (OMD, d'Europol et d'Interpol, du cabinet juridique Squire, Sanders & Dempsey L. L. P., ainsi que d'articles de presse tirés par exemple de l'*International Herald Tribune*, *The Economist*, *Financial Times* et d'autres.

2. CONTEXTE

2.1 La contrefaçon : nature et victimes potentielles du phénomène

4. La contrefaçon est une tromperie. Le produit de contrefaçon a été falsifié, copié ou imité de manière illicite par le contrefacteur en vue d'en tirer un profit pécuniaire auprès de clients crédules ou consentants. Le

terme de « contrefaçon » est généralement associé à la copie non autorisée de marques de fabrique (que ce soit du texte, des images ou des symboles), à la violation du droit de propriété sur des brevets (qui protègent des inventions), à la violation de droits de licence et de propriété intellectuelle (liés à des logiciels, à des œuvres littéraires, musicales et artistiques) ainsi qu'à l'imitation de concepts industriels, de monnaie, de biens de consommation, de substances, voire de végétaux et d'œuvres d'art, mais aussi à des irrégularités dans l'emballage et l'étiquetage. Toutes ces catégories relèvent du concept général de la propriété intellectuelle tel que défini par l'OMPI (Organisation mondiale de la Propriété intellectuelle).

5. Selon la définition donnée par le *Anti-Counterfeiting Group*, la contrefaçon est « une tentative délibérée de tromper les consommateurs en copiant et en commercialisant des produits portant des marques de fabrique bien connues, avec en général un emballage et une allure globale du produit tels que le produit ressemble à celui fabriqué par un fabricant réputé alors qu'il ne s'agit que d'une copie de qualité inférieure ». Cependant, la généralisation des technologies numériques non seulement a rendu la copie plus rapide et moins chère, mais en a aussi considérablement accru la qualité, de sorte qu'il est de plus en plus difficile de nos jours de distinguer l'imitation de l'article véritable.

6. Le risque que l'on soit un jour confronté à une contrefaçon est très élevé. On estime que les produits de contrefaçon représentent jusqu'à 9% du commerce mondial et sont omniprésents dans tous les secteurs et tous les pays. Ce délit a toujours existé – dans l'Antiquité déjà, on tentait de contrefaire des produits de valeur – toutefois, depuis vingt ou trente ans, la situation a complètement changé. Depuis les années 1970 – du fait des progrès technologiques et de la délocalisation de plus en plus fréquente des unités de fabrication vers les pays plus pauvres qui offrent l'avantage d'une main d'œuvre à faible coût mais l'inconvénient d'une protection souvent inadéquate de la propriété intellectuelle – la contrefaçon, une activité jusque là marginale, s'est organisée en filières parallèles très productives et extrêmement rentables.

7. Dans le même temps, les produits de marque sont de plus en plus plébiscités et prennent intrinsèquement de la valeur, ce qui permet – grâce à un marketing astucieux – de faire d'un produit de marque plutôt simple et fabriqué à bas prix un objet de désir onéreux. La valeur ajoutée représentée par la marque est de nos jours si importante que les contrefacteurs ont trouvé l'Eldorado : ils exploitent les désirs des consommateurs sans payer le prix fort. De plus, avec l'avènement de l'économie du savoir, la propriété intellectuelle est en passe de devenir un des actifs majeurs d'une entreprise.

8. Les entreprises se retrouvent donc en définitive en concurrence non seulement avec des homologues visibles mais aussi avec des concurrents déloyaux car occultes. Elles perdent alors progressivement des ventes, des parts de marché, des bénéfices et, dans une certaine mesure, des capitaux investis en recherche et développement de nouveaux produits ; leurs marques risquent de se déprécier (si elles sont perçues comme moins exclusives ou de mauvaise qualité du fait de la confusion avec les copies contrefaites), et c'est la réputation même des entreprises qui est en jeu. De plus, leur responsabilité peut être engagée juridiquement ou financièrement dans le cadre de la lutte contre la contrefaçon. Les petites entreprises sont les plus vulnérables.

9. La contrefaçon porte également atteinte aux intérêts de l'Etat sous forme d'emplois perdus et de recettes fiscales non perçues, par un PIB moins élevé (qu'il ne devrait être) et par une baisse des investissements. De plus en plus d'indices tendent également à prouver que les criminels organisés et les terroristes se sont lancés dans la production et la distribution de produits de contrefaçon, ce qui leur permet de collecter les fonds pour leurs activités illicites et sape l'autorité de l'Etat.

10. Si le grand public est, c'est tout à fait naturel, très préoccupé par le trafic de stupéfiants ou la traite des êtres humains, la contrefaçon semble moins grave à ses yeux. Comme les risques que les produits d'imitation font peser sur la santé et le bien-être des consommateurs sont en général sous-estimés – et que l'acquisition de produits falsifiés est encore trop souvent perçue comme une « bonne affaire » – les contrefacteurs peuvent, dans une relative sécurité, tirer avantage d'une demande en hausse pour leurs produits.

11. Alors que les outils de pointe, comme Internet, l'informatique et les technologies de précision, permettent aux contrefacteurs d'imiter relativement bien non seulement le design mais aussi la qualité de certains produits, en revanche, les pièces de rechange, les jouets et les médicaments contrefaits sont parfois d'une qualité si mauvaise qu'ils sont potentiellement dangereux, voire quelquefois mortels. Les contrefacteurs n'ont pas à respecter des normes de qualité pour assurer les bénéfices, la loyauté ou la sécurité du consommateur et n'ont pas non plus à assurer un service après-vente. C'est pourquoi il faut remettre en question l'idée que la contrefaçon est une activité inoffensive.

2.2 La portée du phénomène : faits, chiffres et tendances

12. La contrefaçon, tout comme les activités industrielles licites, est multiforme. On y trouve toute la gamme d'organisations, depuis le contrefacteur qui travaille en individuel et écoule sa marchandise dans la rue jusqu'à des usines en bonne et due forme qui disposent de leur propre réseau de distribution. La piraterie est facilitée par les technologies de pointe, mais aussi par des « fuites » et des indiscretions commises par des employés des entreprises dont la marque est convoitée, voire quelquefois par des fournisseurs et des fabricants sous licence qui produisent plus que le quota prévu dans le but de se faire un petit profit sous forme de ventes au noir.

13. Aucun pays n'est à l'abri de la contrefaçon – soit il héberge un « producteur », soit il sert de plaque tournante, soit il est la destination finale pour l'écoulement des produits contrefaits. Une étude américaine récente a identifié une quarantaine de pays qui sont des producteurs majeurs de produits d'imitation. Sur cette liste figurent non seulement des pays en développement ou récemment industrialisés, mais aussi tous les Etats membres de l'UE et les Etats-Unis eux-mêmes.

14. Les entreprises ayant des activités légales ne sont pas les seules à être pénalisées par les opérations des contrefacteurs. Les effets de ces activités se font également sentir profondément sur les économies nationales. On estime que, chaque année, elles coûtent à l'Union européenne plus de 100 000 emplois[3] et réduisent son PIB de milliards d'euros. A cela il faudrait ajouter les pertes de recettes publiques (les contrefacteurs paient rarement des impôts ou des taxes) et, dans une

certaine mesure, d'investissements étrangers. En 2002, les échanges mondiaux de marchandises ont atteint 6 300 milliards, dont jusqu'à 560 milliards de dollars ont semble-t-il été absorbés dans les marchés de la contrefaçon. (Le ministre américain du Commerce estime les pertes de l'industrie américaine dues à la contrefaçon à 200-250 milliards de dollars chaque année).

15. Le Bureau de la Chambre de commerce internationale chargé la lutte contre la contrefaçon pense que quelque 25 milliards de dollars de produits contrefaits sont échangés chaque année sur Internet. En 2003, l'Organisation mondiale de la Santé a rendu public un rapport selon lequel près d'un quart des produits pharmaceutiques vendus dans les pays en développement (y compris les traitements contre le SIDA, la tuberculose et la malaria) sont des contrefaçons de piètre qualité au mieux sans effets, au pire fatales. Etant donné l'essor des achats sur Internet conjugué à l'absence de contrôle, il n'est pas interdit de penser que des Européens pourraient très facilement avoir acheté certains de ces produits.

16. En Europe, ce phénomène est à l'évidence en hausse. Dans l'Union européenne, où, conformément à l'article 5 du règlement (CE) 1367/1995, les Etats-membres sont tenus de déclarer chaque trimestre à la Commission les biens contrefaits interceptés à leurs frontières - le total des saisies de contrefaçons a augmenté de 900% entre 1998 et 2001. Pour ce qui est des saisies de CD, DVD et autres produits numériques similaires, les chiffres ont été multipliés par quinze entre 1999 et 2001. Les chiffres pour 2002 révèlent une hausse significative dans les saisies de contrefaçons de produits alimentaires, cigarettes, cosmétiques, vêtements, jouets, médicaments, pièces détachées pour automobiles et en particulier de produits de téléphonie mobile, alors que les saisies de produits numériques, tels que des CD, DVD et cassettes piratés, ont diminué.

17. Ces chiffres ne représentent que la partie visible de l'iceberg. Les services des douanes de l'UE ne peuvent physiquement contrôler qu'à peine 3 à 5% de l'ensemble du fret qui passe les frontières de la Communauté. Dans ses rapports annuels sur l'action des autorités douanières de la Communauté pour combattre la contrefaçon et la piraterie, la Commission européenne a noté une tendance claire des contrefacteurs à privilégier désormais la quantité et la variété à la qualité. Ils délaissent maintenant les produits de luxe à forte plus value et les produits de grandes marques pour se tourner vers la production de masse d'articles ménagers ou tout autre produit susceptible de bien se vendre. La tendance pour 2003 est caractérisée par une augmentation notable d'articles non assemblés, qui seront ensuite montés au niveau des marchés locaux.

18. Les différents secteurs industriels du Marché intérieur sont diversement touchés par la contrefaçon. Les secteurs des logiciels, de l'audiovisuel, du textile/vêtement et de la musique sont les plus frappés, la part de marché du phénomène représentant respectivement 39%, 16%, de 10 à 16% et 10%^[4] du marché total du secteur concerné, mais les fabricants de pièces détachées pour automobiles et d'équipements de sport sont également très inquiets. Le secteur pharmaceutique n'est pas non plus à l'abri : autrefois cantonnée aux pays en développement, la contrefaçon se fait de plus en plus sentir en Europe et aux Etats-Unis, comme le montre l'augmentation des enquêtes sur des médicaments frauduleux de part et d'autre de l'Atlantique.

19. Les produits falsifiés en Europe centrale et orientale sont peut-être différents mais il ne fait pas de doute que là-bas aussi ils se multiplient. Une étude de consommation menée par la Guilde pour les droits de la propriété intellectuelle[5] a montré que 93% des Moscovites ont eu affaire à des produits de contrefaçon en 2002. Si les vêtements viennent en tête de liste des produits mentionnés par les consommateurs comme formant le gros des ventes, les chaussures, les articles de sport, le carburant, les boissons alcoolisées et les produits alimentaires, les œuvres musicales, films, médicaments, tabac, produits d'articles ménagers, parfums et cosmétiques figurent également en bonne place. Un consommateur sur cinq parmi les personnes interrogées a admis rechercher volontairement des produits de contrefaçon à acheter, jugeant excessifs les prix des produits d'origine.

20. Dans l'Union européenne, la plupart des produits contrefaits proviennent d'Asie (Thaïlande, Chine, Hong Kong, Taiwan), mais une part substantielle est semble-t-il produite aussi en Europe (par exemple en Turquie, dans les pays de l'Europe centrale et orientale et dans des Etats de l'Union européenne elle-même). Tirant profit des failles juridiques, mettant au point des stratégies innovantes en matière de logistique et empruntant des trajets différents pour acheminer leurs marchandises, les fraudeurs cherchent en permanence à échapper aux contrôles douaniers. Ils s'efforcent en particulier de faire perdre la trace de l'origine du produit en multipliant les passages de frontières pour les chargements. Au niveau national, les services des douanes peuvent donc constituer soit un maillon fort, soit un maillon faible dans la lutte contre les grosses quantités de produits contrefaits avant que ceux-ci ne soient répartis en quantités plus faibles pour être ensuite écoulés.

2.3 La protection du consommateur

21. Alors que l'Union européenne fait face à un afflux sans précédent de contrefaçons, la protection du consommateur demeure inadéquate. Les risques sont réels pour la santé et la sécurité publiques. Même si le phénomène de contrefaçon s'est en partie développé avec la complicité tacite de certains consommateurs, le plus fréquemment, ceux-ci sont en définitive pénalisés. Un consommateur peut être tenté d'acheter une fois un CD piraté, sans qu'il lui arrive rien de grave. En revanche, personne n'accepterait de voyager dans une automobile ou un avion comprenant des pièces détachées issues de la contrefaçon, de prendre des médicaments frelatés, d'être soigné par un médecin muni de faux diplômes, ou encore de voir ses enfants manipuler des jouets nocifs. On ne transige pas avec la sécurité des produits.

22. Des sondages sur le comportement des consommateurs révèlent que deux raisons motivent les achats de produits issus de la contrefaçon. Une première catégorie de consommateurs achètera consciemment ces produits, estimant qu'ils leur conféreront un statut social plus élevé, alors qu'ils ne sont pas en mesure ou pas prêts à payer le prix du produit non contrefait. Certains achèteront ce type de produit si la nature de la contrefaçon n'altère pas la performance du produit. Les produits de marque et produits sous forme numérique (tels que des CD et des logiciels) attireront particulièrement ce type de consommateurs. Un autre groupe de consommateurs serait prêt à acheter des contrefaçons simplement parce qu'ils sont incapables de les reconnaître en tant que tels, surtout s'ils sont disséminés parmi des articles non contrefaits. Mais en

définitive, les uns comme les autres sont utilisés et abusés par les contrefacteurs.

23. Si, en théorie, il existe plusieurs solutions pour distinguer des imitations par rapport aux produits d'origine - depuis les codes barre jusqu'à des prix trop bas pour être honnêtes en passant par l'emballage, l'apparence du produit, l'étiquetage ou les tests en laboratoire -, la plupart de ces méthodes ne sont pas accessibles à des acheteurs ordinaires. Les producteurs, les vendeurs et les autorités de contrôles doivent procéder à des vérifications pour repérer et éliminer les éléments inacceptables tout au long de la chaîne de distribution des produits avant qu'ils n'arrivent au niveau des acheteurs. Cependant, il est tout aussi indispensable de mieux informer les consommateurs sur la contrefaçon : pour que ceux-ci soient davantage sensibilisés au problème, il faut aussi que les producteurs et les distributeurs les y aident.

24. Il est également important de trouver le juste équilibre entre la protection de la propriété intellectuelle et les besoins de la société. La question a fait la « une » il y a quelques années, lorsque des pays en développement ont contesté des droits trop stricts sur des brevets concernant des médicaments pouvant sauver des vies humaines. Depuis, un groupe de pays a défendu son droit à un accès équitable et abordable (par la production nationale ou la facilitation des importations) à des médicaments essentiels, notamment grâce aux négociations globales sur le commerce menées par l'OMC sur les TRIPS (*Trade Related Intellectual Property Rights*)[6]. Etant donné que, pour près de 95% des médicaments figurant sur la liste des médicaments essentiels dressée par l'Organisation mondiale de la santé, les brevets ont maintenant expiré[7] et que la Déclaration de Doha autorise de faire exception au droit des brevets en cas de situation d'urgence absolue, un accord préliminaire de compromis sur les importations par des pays pauvres de médicaments génériques moins chers fabriqués dans le cadre d'une licence obligatoire - si ces pays sont dans l'incapacité de les fabriquer eux-mêmes - a été conclu juste avant la Conférence ministérielle de l'OMC de Cancun en septembre 2003. Toutefois de nombreuses ONG, y compris Médecins sans Frontières (qui s'est vue décerner le Prix Nobel en 1999), critiquent cet accord qu'ils jugent biaisé et insuffisant.

25. Selon un rapport récemment publié par l'Institut international de la Propriété intellectuelle sur les produits contrefaits, la santé et la sécurité publiques[8], le problème de la contrefaçon ne cesse de prendre de l'envergure dans les pays en développement. Ce rapport conclut que, si la situation la plus inquiétante est celle des pays où la législation pour la protection des droits de la propriété est insuffisante, où la bonne gouvernance est absente et où les systèmes de santé et de sécurité publiques ont des lacunes, la protection du consommateur reste l'un des défis majeurs partout dans le monde. Même s'il est difficile de quantifier le lien direct de cause à effet entre les contrefaçons et les décès ou blessures[9], les données sur les saisies d'alcool frelaté, de médicaments, de produits alimentaires, de produits de soins, de jouets et de cigarettes contrefaits conjuguées à des preuves de plus en plus nombreuses[10] de la nocivité de produits défectueux montrent que les risques existent et qu'ils sont élevés. Parmi les produits de contrefaçon de mauvaise qualité qui arrivent en Europe, on citera les piles pour téléphones portables qui peuvent exploser à l'usage.

26. Il est donc nécessaire de collecter les données de manière systématique pour examiner le lien entre la contrefaçon et les dangers encourus par le public, afin d'élaborer des politiques visant à accroître la surveillance, la prévention et le contrôle. Il faut voir dans la contrefaçon non seulement une violation des droits de la propriété intellectuelle et une attaque contre des intérêts économiques plus larges, mais aussi un problème de santé publique qui exige un contrôle qualité maximum des produits qui, s'ils étaient contrefaits, pourraient être dangereux. Il est tout particulièrement nécessaire d'adopter des réglementations spéciales pour la vente de médicaments et autres produits sensibles sur Internet.

2.4 Les faux-monnayeurs et l'euro

27. La fabrication de fausse monnaie est l'un des nombreux aspects que peut prendre la contrefaçon. Lors de l'introduction de l'euro, le 1^{er} janvier 2002, dans les douze pays de l'UEM ainsi qu'à Monaco, Saint Marin et au Vatican, l'on pouvait légitimement craindre l'intervention de faux-monnayeurs. Selon les données d'Interpol et d'Europol, au cours des six premiers mois de 2002, les faussaires sont restés très peu actifs et la qualité de leurs produits était assez mauvaise, en revanche, par la suite, la qualité et la quantité des faux euros saisis ont augmenté régulièrement, comme la participation de groupes criminels organisés dans ce domaine.

28. D'importantes saisies de fausses coupures libellées en euros ont été faites non seulement dans les pays de l'UE mais aussi dans les Etats voisins d'Europe centrale et orientale. A la mi-2003, les forces de police et les banques en avaient détecté plus de 300 000 pour une valeur dépassant les 16 millions d'euros. Même si, par rapport au huit milliards de vrais billets en circulation, la proportion de fausses coupures détectées est encore faible, les autorités nationales et leurs partenaires internationaux vont devoir rester vigilants et concentrer leurs efforts sur la pénétration de réseaux criminels le plus tôt possible. Les tous derniers rapports sur la falsification des euros indiquent que cette activité s'intensifie.

29. A la fabrication de fausse monnaie il faudrait ajouter la falsification, aujourd'hui beaucoup plus importante, des cartes de paiement. Pour le seul Royaume-Uni, les pertes dues à la falsification de cartes de crédit se sont élevées à 160,3 millions de £ en 2001. Etant donné que la forme la plus fréquente de falsification consiste actuellement à copier la piste magnétique sur la carte (technique dite du « *skimming* »), on espère qu'au fur et à mesure qu'un système de "micropuce" et de numéro personnel d'identification s'imposera, l'importance du problème s'atténuera sensiblement.

3. QUE POUVONS-NOUS FAIRE CONTRE LA CONTREFAÇON ?

30. Tous s'accordent à reconnaître l'importance de la protection de la propriété intellectuelle. Chaque pays doit se doter d'un mécanisme bien établi et efficace pour utiliser au mieux son capital humain en vue d'accroître son bien-être économique et social. Au niveau international, la protection de la propriété intellectuelle contribue à préserver une concurrence loyale entre opérateurs sur le marché mondial et cherche bien évidemment à éliminer des pratiques illégales telles que la contrefaçon et la piraterie. Etant donné que les effets de la contrefaçon se font sentir dans la société tout entière, les réponses à ces problèmes devraient venir de tous les niveaux : organisations internationales et associations

professionnelles, législateurs, industries, sociétés, forces de l'ordre et appareil judiciaire, collectivités régionales et consommateurs.

3.1 Structures de coopération internationales

31. L'Organisation mondiale de la Propriété intellectuelle (OMPI) regroupe 179[11] pays autour d'une mission commune : protéger les droits des propriétaires de droits intellectuels dans leur pays et dans le monde entier. Elle a été créée au 19^e siècle, lorsque le premier traité international en la matière - la *Convention de Paris de 1883 pour la protection de la propriété industrielle* (par exemple les inventions, marques commerciales, procédés industriels) - a été signé par quatorze pays. En 1886, la notion de "droit d'auteur" a été établie avec la *Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques*. L'OMPI, sous sa forme actuelle, est une agence spécialisée des Nations Unies et gère au total 23 traités. Dans le contexte du rôle de plus en plus important qui est le sien dans la gestion du commerce mondial, en 1996, l'OMPI a entamé une coopération officielle avec l'Organisation mondiale du commerce.

32. Les travaux de l'OMPI pour promouvoir l'élaboration et l'application de normes acceptées au niveau international en vue de protéger la propriété intellectuelle reposent sur la capacité de ses Etats membres à adopter et à faire appliquer des dispositions légales à cet effet. Les services des douanes nationaux sont indubitablement un élément essentiel de ces efforts pour faciliter la circulation de produits licites tout en interceptant les marchandises illicites. L'Organisation mondiale des douanes coordonne les travaux de 161 administrations nationales des douanes[12] et s'efforce de bâtir une chaîne de sécurité multilatérale au niveau mondial pour le commerce international. Afin d'accroître les capacités disponibles et pour davantage d'intégrité, il est vital que s'instaure une bonne coopération entre autorités nationales et entre des instances telles que l'OMPI, l'OMC, l'OMD, l'OMS (Organisation mondiale de la santé) et Interpol/Europol.

33. Ces organisations internationales et d'autres contribuent utilement à la lutte pour endiguer la contrefaçon. Elles devraient également constituer des bases de données sur les accidents, maladies et décès liés à des produits contrefaits. L'OMS dispose d'une base de donnée sur des médicaments issus de la contrefaçon et pourrait tout à fait recueillir des informations utiles sur d'autres contrefaçons nocives pour la santé. Des organisations nationales dans le domaine de la santé et des instances gouvernementales pourraient également prendre des mesures pour remédier à ce déficit d'information.

34. Au niveau européen, dès 1994, par son règlement (CE) 3295/94, l'UE a pris les premières mesures pour renforcer la protection du Marché unique contre l'arrivée de contrefaçons. Il s'agissait de compléter l'Accord TRIPS de l'OMC. Le Règlement a été par la suite amendé. Les parties intéressées ont été consultées en 1998 sur la base d'un "livre vert" pour lutter contre la piraterie et la contrefaçon dans le Marché unique, et un plan d'action, fixant des priorités et définissant des initiatives, a été par la suite élaboré en 2000. Malgré cela, les infractions à la législation de la propriété intellectuelle ont augmenté régulièrement, en particulier pendant la période 1998-2001.

35. En janvier 2003, la Commission européenne a publié une nouvelle proposition pour un Règlement du Conseil sur l'action des douanes pour lutter contre des produits suspectés de violer certains droits de propriété intellectuelle et les mesures à prendre contre des produits ayant effectivement violé des droits de propriété intellectuelle, suivie d'une Directive établissant les mesures et procédures à suivre pour garantir l'application légale des droits de propriété intellectuelle. Le premier texte a pour but d'améliorer l'efficacité des douanes en matière de saisies de contrefaçons *aux frontières extérieures* de l'UE, le second entendant s'opposer au flux de contrefaçons *à l'intérieur* de l'UE. Ces deux textes viendraient remplacer le Règlement (CE) 3295/94 en vigueur.

36. L'adoption par le Parlement européen, en juin 2003, d'une Déclaration écrite sur la lutte contre la piraterie et la contrefaçon dans l'UE élargie, signée par 231 députés européens, a précédé de très peu l'adoption du Règlement mentionné plus haut par le Conseil des Ministres de l'UE, en juillet 2003 et qui entrera en vigueur en juillet 2004. Il convient vraiment de se féliciter de toutes ces initiatives, qui interviennent aussi rapidement après celles de la Commission. Pour ce qui est du processus législatif concernant la proposition de Directive, il est aussi permis d'espérer que des progrès se feront rapidement sentir.

37. Le nouveau Règlement, entre autre :

(a) étend la protection des droits de la propriété intellectuelle à de nouveaux domaines (couvrant par exemple des essences végétales, des indications géographiques et des désignations d'origine),

(b) s'efforce d'améliorer l'échange d'informations entre les douanes et les détenteurs de droits en ce qui concerne des lots de marchandises suspects,

(c) rationalise les procédures de vérification douanière,

(d) renforce la protection des détenteurs de droit dans les PME,

(e) cherche à renforcer le contrôle sur le trafic à petite échelle et

(f) donne, sous certaines conditions, aux autorités douanières le droit de détruire des produits suspects sans autorisation judiciaire.

C'est dans ce contexte que le Rapporteur rappelle l'idée qu'une autre utilisation pourrait être faite de *certaines* contrefaçons, par exemple les vêtements ou les chaussures : au lieu de les détruire systématiquement, comme on le fait actuellement, on pourrait en faire don à des orphelinats ou à des organisations humanitaires internationales. Le Rapporteur note que ses collègues de la Commission des questions économiques ont marqué leur accord de principe pour que soient utilisés à de telles fins, de manière exceptionnelle et limitée, les vêtements et chaussures de contrefaçon.

38. La proposition de Directive présente toute une série de mesures pratiques visant à surmonter les disparités actuelles entre systèmes nationaux pour *faire respecter en justice les droits de la propriété intellectuelle*, dans le but d'harmoniser les dispositions législatives, réglementaires et administratives dans les Etats membres de l'UE. Certains experts estiment que le projet de Directive doit être amélioré afin de

clarifier les dispositions nécessaires à sa mise en œuvre et pour ce qui est de la définition de la notion de "violations ayant des effets graves". Ils signalent aussi que ce texte devrait mieux traiter la question des pratiques commerciales déloyales (par exemple les produits dont l'apparence similaire à celle d'un autre produit est trompeuse) et la nécessité de prévoir des arrangements amiables; il devrait également étendre la "présomption de propriété" aux personnes morales. En termes de sanctions applicables en cas de violation, la Directive ne va pas aussi loin que la Loi américaine de 1996 sur la protection des consommateurs contre les produits de contrefaçon, qui permet aux agents de la force publique américains de saisir non seulement les produits de contrefaçon mais aussi les biens, équipement et infrastructures de stockage associés à l'entreprise criminelle.

3.2 Rôle des sociétés et des entreprises

39. En attendant la mise en œuvre de lois et mécanismes d'exécution renforcés au niveau de l'UE, les entreprises devraient continuer de prendre des mesures pour mieux protéger leurs produits; il faudrait notamment :

(a) partager plus activement les informations entre les professionnels, les pouvoirs publics, les instances chargées d'appliquer la loi, les instances réglementaires et législatives ainsi que les associations de consommateurs;

(b) lancer des travaux de recherche sur des solutions pour supprimer la contrefaçon et mettre en œuvre les résultats de ces recherches (dispositifs de sécurité optiques et électroniques, techniques de micro-tatouage, empreintes distinctives, hologrammes et emballages "intelligents", par exemple);

(c) mettre en place des systèmes de gestion améliorés pour éviter la "fuite d'informations stratégiques" et les "ventes au noir" (il peut être nécessaire de durcir les règles concernant les partenaires sous licence et les employés doivent être formés aux principes de confidentialité et à la protection des données); cela vaut également pour la détection et le signalement de produits suspects (par exemple au moyen de numéros d'appel spéciaux pour les consommateurs), les moyens de suivre le flux des produits sur le marché, et des méthodes pour poursuivre les malfaiteurs.

40. Les industries concernées doivent aussi s'impliquer plus activement dans la lutte contre la piraterie et la contrefaçon. Elles pourraient renforcer le cadre réglementaire général en élaborant des codes de conduites et des principes directeurs destinés aux sphères directement affectées par le problème. Des associations professionnelles pourraient établir des bases de données sur les affaires de contrefaçon et les dommages qu'elles ont causés, ce qui leur permettrait de mieux communiquer en direction du grand public sur les problèmes directement entraînés par la contrefaçon.

3.3 Au-delà de l'UE

41. Les Etats non membres de l'UE devraient s'efforcer d'aligner leurs législations et mécanismes d'exécution des lois non seulement sur les normes juridiques internationales mais aussi sur la législation

communautaire. Les dix nouveaux pays qui vont entrer dans l'UE en 2004 au titre des Accords sur l'Europe conclu dans les années 1990 l'ont déjà fait; la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein l'ont fait aussi, par le biais de l'Accord sur l'espace économique européen, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1994, et la Suisse par l'Accord bilatéral I conclu entre ce pays et l'Union européenne.

3.4 Donner aux pouvoirs locaux les moyens d'agir

42. Les pouvoirs locaux aussi devraient s'inquiéter du phénomène de la contrefaçon. Pendant longtemps, ce type de criminalité n'était pas prioritaire, toutefois il est maintenant prouvé que la contrefaçon peut être directement nocive et avoir des implications économiques plus larges, ce qui a progressivement amené le grand public à changer d'approche sur ce problème. Dans toute l'Europe, des collectivités locales perdent des milliards d'impôts locaux du fait de la contrefaçon. Nombreuses sont les petites entreprises qui risquent de se retrouver en faillite du fait de la concurrence de la contrefaçon, avec des milliers d'emplois perdus à la clé.

43. Il est dès lors logique d'impliquer aussi les partenaires locaux dans les efforts déployés au niveau national pour lutter contre la contrefaçon. Les pouvoirs locaux pourraient contribuer à l'organisation de campagnes d'information contre la contrefaçon, prêter leur concours à des investigations dans des affaires de contrefaçon signalées et suivre les marchés locaux en coopération avec les chambres de commerce et associations de consommateurs locales. Si les Etats-Unis ont l'un des taux les plus faibles de contrefaçon sur leur marché national, cela est dû en grande partie aux lourdes sanctions infligées et à la capacité prouvée des pouvoirs régionaux et locaux de poursuivre les contrefacteurs, renforçant ainsi l'action menée au niveau national par les autorités fédérales.

3.5 Eduquer le consommateur

44. Le moyen le plus rapide de tuer un marché est d'assécher la demande qui l'a créé. Pourtant, nombreux sont encore ceux qui ne voient rien de répréhensible à acheter des contrefaçons. C'est pourquoi il est important d'alerter les consommateurs sur les conséquences et les risques potentiels de ce type d'achat. Pour la plupart, les acheteurs de ce type de produits ne sont vraisemblablement pas au courant que le fait d'acheter des produits contrefaits peut entraîner des pertes d'emplois et de recettes fiscales, peut-être même dans leur région, qu'ils sont peut-être à leur insu en train de soutenir des réseaux terroristes et des organisations criminelles organisées, et que leur santé, leur sécurité et leur bien-être pourraient être en grave danger.

45. Il est possible de sensibiliser efficacement les consommateurs par l'éducation et par la formation. Des spots publicitaires alertant le public sur tous les dangers de la contrefaçon peuvent être diffusés par la voie des médias, des pages de publicité diffusées dans les magazines et des affiches apposées dans des lieux commerçants. Si la publicité est bien faite, elle a un impact puissant sur le public et une campagne convenablement menée peut contribuer à mieux éduquer le public et pousser les consommateurs à agir dans le sens souhaité.

4. CONCLUSIONS

46. La contrefaçon n'est pas nouvelle en Europe. Ce qui est nouveau, en revanche, c'est la portée et la diversité croissantes de ce phénomène, qui crée de substantiels marchés parallèles non contrôlés dans de nombreuses catégories de produits. Ces activités pénalisent le marché légitime, introduisent des distorsions dans la concurrence, sapent la confiance des consommateurs et érodent les ventes. Des emplois sont perdus, des investissements ne sont pas faits, et les recettes publiques sont réduites, alors que les risques augmentent pour la santé publique et le bien-être général des consommateurs. L'Union européenne, dans le droit fil des engagements souscrits au titre de divers traités de l'OMPI et de l'OMC, a présenté en 2003 un projet de législation audacieux – un Règlement communautaire a été adopté et une nouvelle Directive a été proposée – même si les premiers effets concrets prendront quelque temps à se faire sentir, en particulier du fait de l'actuel processus d'élargissement de l'UE. Il conviendrait de rechercher une plus grande harmonisation et un renforcement des législations et mesures anti-contrefaçon sur tout le continent, pour supprimer tout « maillon faible ».

47. Votre Rapporteur est globalement d'accord avec l'idée que, dans des circonstances exceptionnelles, l'on envisage d'utiliser autrement certains produits de contrefaçon saisis, tels que les vêtements ou chaussures, mais uniquement sous certaines conditions. Il s'agirait, par exemple, d'émettre un certificat de conformité à des normes de qualité minimum – nationales ou européennes – et de supprimer toute marque ou autre signe d'identification sur les produits concernés. Ces produits pourraient ensuite faire l'objet de dons à des orphelinats et à des organisations humanitaires plutôt que d'être détruits, comme c'est souvent le cas dans de nombreux pays européens. Il ne s'agit pas d'assouplir les réglementations en matière de produits de contrefaçon, bien au contraire, il s'agirait d'une exception qui confirme la règle.

48. Pour mettre en œuvre cette proposition, il faudrait sans aucun doute adapter les lois nationales et vraisemblablement aussi la législation communautaire. Le Conseil de l'Europe, qui compte 45 Etats membres, est bien placé pour promouvoir ce processus en s'appuyant sur la nécessité de protéger les membres vulnérables de la société, en particulier dans des pays où les pouvoirs publics ont des difficultés à assurer des conditions de vie décentes aux couches de populations défavorisées.

49. Les Etats membres du Conseil de l'Europe devraient également faire davantage pour collecter des informations concernant le lien direct de cause à effet entre les produits contrefaits et les décès ou blessures. Cela vaut en particulier pour les boissons alcoolisées, les médicaments, les produits alimentaires, les produits de soin personnel, les jouets et les produits de l'industrie du tabac qui, s'ils sont contrefaits, peuvent être très dangereux. Il s'agit ici de mettre en place des politiques pour une meilleure surveillance, une meilleure prévention et un meilleur contrôle, d'améliorer la communication en direction des consommateurs et de les éduquer davantage en matière de contrefaçon. Des mesures spécifiques sont également nécessaires pour superviser la vente de médicaments et autres produits sensibles sur Internet.

50. Enfin, il convient de trouver le juste équilibre entre les droits de la propriété intellectuelle et les besoins sociétaux. Les pays développés, qui sont les plus ardents défenseurs des droits de la propriété intellectuelle, devraient se montrer disposés à faire preuve de la souplesse nécessaire dans les négociations avec les pays en développement menées dans le

cadre de l'OMC concernant l'accès de ces derniers à des médicaments essentiels à des coûts abordables. La solidarité humaine doit primer sur les intérêts sectoriels, sans pour autant les nier.

Commission chargée du rapport : commission des questions économiques et du développement.

Renvoi en commission: **Doc. 9365** et Renvoi no. 2709 du 26.03.2002.

Projet de recommandation adopté à l'unanimité par la commission le 23 janvier 2004.

Membres de la commission: *Mme Zapfl-Helbling* (Présidente), *M. Kirilov*, *Mme Burbienne*, *Mme Pericleous Papadopoulos* (Vice-présidents), *M. Açıkgöz*, *M. Adam*, *M. Agramunt*, *M. I. Aliyev*, *M. Anacoreta Correia*, *M. Andov*, *M. Arnau*, *M. Assis Miranda*, *M. Ates*, *M. Attard Montalto* (Remplaçant : *M. Pullicino Orlando*), *M. van Baalen*, *M. Berceanu*, *M. Braun*, *M. Brunhart*, *M. Budin*, *M. Çavusoglu*, *M. Cosarciuc*, *M. Crema*, *M. Dimic*, *M. Djupedal*, *M. Figel*, *M. Floros* (Remplaçant : *M. Sfyriou*), *M. Galchenko*, *Mme Griffiths*, *M. Grignon*, *M. Gusenbauer*, *Mme Hakl*, *M. Hauptert*, *M. Högmark*, *M. Jonas*, *M. Kacin*, *M. Karapetyan*, *M. Klympush*, *M. Korobeynikov*, *M. Kraus*, *M. Krivokapic*, *M. Lachnit*, *M. Le Guen*, *M. Leibrecht*, *M. Liapis* (Remplaçant : *M. Pavlidis*), *M. Makhachev*, *M. Masseret*, *M. Melcak*, *M. Mikkelsen*, *Mme Milicevic*, *Mme Muizniece*, *M. Naumov*, *M. Öhman*, *M. O'Keeffe*, *M. Opmann*, *Mme Patarkalishvili*, *Mme Petursdottir*, *Mme Pintat Rossell*, *M. Podgorski*, *M. Popa*, *M. Puche*, *M. Ramoudt*, *M. Ramponi*, *M. Reimann*, *M. Riccardi*, *M. Rivolta*, *Lord Russell-Johnston*, *M. Rybak*, *M. Sasi*, *M. Schreiner*, *M. Severin*, *M. Seyidov*, *Mme Smith*, *M. Stefanov*, *M. Tepshi*, *M. Timmermans*, *M. Torbar*, *Mme Vadai*, *M. Versnick*, *M. Walter*, *M. Wielowieyski*, *M. Wikinski*, *M. Zhevago*.

N.B. Les noms de ceux qui étaient présents à la réunion sont indiqués en italique.

Chef du secrétariat : *M. Torbiörn*

Co-Secrétaires à la commission: *M. Bertozzi*, *Mme Ramanauskaite*, *Mme Kopaçi-Di Michele*

[1] « Lutte de l'Europe contre la criminalité économique et le crime transnational organisé : progrès ou recul ? » (Doc. 9018) élaboré par *Mme V. Squarcialupi* et « Menace que la criminalité économique fait peser sur l'Europe » (Doc. 1971) élaboré par *Mme H. Degn*.

[2] Association professionnelle représentant près de 200 industriels et distributeurs de produits de marque, ainsi que des agents et cabinets d'avocats spécialisés dans le droit de la propriété intellectuelle. Voir également <http://www.a-cg.com>.

[3] Livre vert de la Commission européenne sur la lutte contre la contrefaçon et la piraterie dans le Marché unique.

[4] Sous forme du prorata par rapport au commerce licite.

[5] La Guilde pour la propriété intellectuelle est une initiative de partenariat privé-public visant à protéger et à faire appliquer les droits de la propriété intellectuelle dans les pays de la CEI et dans les Etats baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie).

[6] Le paragraphe 6 de l'Accord TRIPS mentionne l'incapacité de nombreux pays en développement d'utiliser efficacement des licences forcées pour obtenir des médicaments abordables par le biais de producteurs nationaux de médicaments génériques, étant donné que la majorité des pays en développement ne dispose pas d'une capacité nationale pour fabriquer des produits pharmaceutiques.

[7] Un rapport de 2003 de l'OMS sur les droits de la propriété intellectuelle, l'innovation et la santé publique insiste sur les problèmes liés à l'impact des droits de la propriété intellectuelle sur les prix des médicaments. Le rapport note que, lorsque le recours à ces droits va au-delà de l'intention d'origine qui était de stimuler l'innovation et qu'ils deviennent alors un outil commercial destiné à imiter excessivement la concurrence, le coût pour la société, notamment dans les pays en développement, sera en définitive élevé. Le rapport prévient également que l'extension de la portée des brevets pourrait bien avoir des effets négatifs sur l'innovation future et que des accords commerciaux bilatéraux et régionaux arrachant des obligations allant plus loin que les TRIPS aux pays en développement risquent de ne pas tenir compte de la nécessité de traiter de manière distincte les produits liés à la santé.

[8] Michèle Forzey, JD, étude MPH de juillet 2003 pour l'Institut international de la Propriété intellectuelle, avec le soutien du United States Patent and Trademark Office.

[9] Les problèmes sanitaires causés par des produits contrefaits peuvent avoir pour origine l'absence de substances actives, la contamination, la mauvaise qualité des matières premières, la modification de la date de péremption, un mauvais étiquetage et des instructions insuffisantes pour les utilisateurs qui peuvent entraîner des brûlures, la cécité, des oedèmes, des coupures, un empoisonnement, des réactions allergiques, des effets secondaires, des grossesses non désirées, une hospitalisation, une résistance aux médicaments, des maladies et des décès.

[10] Selon le ministère russe de la Santé, en 2000, le nombre des affaires signalées de médicaments frelatés a monté en flèche et constituait 3,6% du marché, en particulier les antibiotiques. Une étude faite en 2001 par la Guilde pour la propriété intellectuelle et l'Association internationale des fabricants de produits pharmaceutiques a conclu qu'en Russie, près de 10% des médicaments étaient des contrefaçons.

[11] Tous les Etats membres du Conseil de l'Europe à l'exception de la Moldova sont membres de cette Organisation.

[12] Tous les Etats membres du Conseil de l'Europe à l'exception de la Bosnie-Herzégovine, du Liechtenstein et de Saint-Marin sont membres de cette Organisation.

